

# NOTES EXPLICATIVES SUR LES PROFILS DE PAYS ÉTABLIS DANS LE CADRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Les profils de pays établis dans le cadre de l'Aide pour le commerce donnent des informations factuelles destinées à stimuler le débat sur les tendances observées concernant l'Aide pour le commerce, les coûts du commerce, les résultats commerciaux et le développement au niveau des pays. L'objectif est de comparer les résultats d'un pays sur la base de quatre catégories d'indicateurs suivis sur la période 2006-2013 et, pour certains indicateurs, au regard de groupes de pays servant de points de référence.

Les profils de pays sont structurés suivant le modèle de la chaîne de résultats généralement utilisé dans les interventions de développement basées sur des projets. Le modèle de la chaîne de résultats illustre la séquence causale des interventions de développement sur la base de quatre éléments principaux: i) les apports et les activités créent ii) des produits directs, qui à leur tour conduisent à iii) des résultats intermédiaires qui contribuent à iv) des impacts à long terme.

Les profils de pays transposent l'idée sous-jacente à cet outil analytique basé sur des projets au niveau macroéconomique et retracent une séquence causale possible des interventions d'Aide pour le commerce pour atteindre les objectifs en matière de commerce et de développement. Les profils de pays présentent donc des indicateurs dans quatre sections: A. Financement du développement; B. Coûts du commerce; C. Résultats commerciaux; et D. Indicateurs du développement. Une grande partie de l'Aide pour le commerce est consacrée à la réduction des coûts du commerce; des coûts du commerce plus faibles se traduisent par de meilleurs résultats commerciaux en termes de valeur, de diversification des exportations et d'entrée de nouvelles entreprises sur le marché, et de meilleurs résultats commerciaux peuvent aider à améliorer les indicateurs du développement à long terme, notamment par le biais de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté.

Les profils de pays n'établissent pas l'existence de liens de causalité; ils ne cherchent pas à vérifier ou à estimer l'impact de l'Aide pour le commerce au niveau macroéconomique. Ils donnent plutôt une perspective dynamique sur le développement d'un pays. En ce sens, la séquence retracée est une séquence de contribution, et non d'imputation. Lorsqu'il est possible d'établir cette contribution, les profils de pays fournissent une base pour mener une recherche approfondie fondée sur le pays. En ce sens, les profils de pays aident à mieux comprendre le rôle important que jouent les flux d'Aide pour le commerce dans la réalisation par un pays des objectifs en matière de commerce et de développement visés par ces flux.

La plupart des indicateurs des profils de pays offrent une comparaison entre 2006 et 2013. Toutefois, la période couverte est adaptée aux données disponibles au niveau tant des indicateurs que des pays. Pour un certain nombre d'indicateurs, des comparaisons au regard de groupes de référence sont indiquées. Les groupes de pays utilisés comme références sont les pays les moins avancés (PMA), les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) et les pays à revenu élevé (PRE). Les groupes de pays ne se chevauchent pas, ce qui signifie que les PMA ne sont pas inclus dans les groupes de revenu. Le Zimbabwe, qui est un pays à faible revenu mais pas un PMA, est évalué par rapport aux PRITI. La composition des quatre groupes de pays diffère entre les indicateurs en fonction des données disponibles. Le nombre de pays inclus dans les quatre groupes pour un indicateur donné est précisé dans les descriptions des indicateurs figurant ci-dessous.

Le choix des indicateurs a été influencé par les séries chronologiques disponibles. De nouveaux indicateurs apparaissent actuellement et pourraient être plus adaptés, dans certains cas, aux fins de cette analyse. Mais, faute de données historiques et en raison de leur couverture géographique, ils ne peuvent pas encore être utilisés. Les indicateurs figurant dans les profils de pays seront donc actualisés et affinés dans les éditions futures.

Les profils de pays comprennent les quatre sections suivantes:

## A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Le financement du développement constitue une source essentielle de financement extérieur pour de nombreux pays en développement dans la mesure où il comprend les flux d'investissement étranger direct (FDI), les envois de fonds, l'aide publique au développement (APD) et les autres apports du secteur public (AASP). Le financement du développement est utilisé pour financer des investissements ainsi que la consommation privée et publique, et il est donc à la base de la croissance économique et du développement.

Cette section illustre la façon dont les flux d'Aide pour le commerce ont évolué au fil du temps, leur importance par rapport à d'autres flux de financement du développement, et l'importance de cette aide pour un pays par rapport à d'autres pays. En outre, la section montre les tendances observées dans les versements au titre de l'Aide pour le commerce au cours du temps au niveau global et au niveau des secteurs et des donateurs. Les flux de financement du développement sont présentés pour les périodes 2006 -2008 et 2010-2012 (moyennes sur trois ans) et pour l'année 2013.

### Indicateurs et sources:

L'**IED** désigne une relation à long terme et un intérêt durable assorti de l'exercice d'un contrôle sous la forme d'une participation acquise par une entité résidant dans un pays déterminé (l'investisseur étranger direct ou la société mère) dans une entreprise résidant dans un pays autre que celui de l'investisseur étranger direct (société étrangère affiliée). Les flux d'IED mesurent les capitaux nets (capitaux propres, bénéfiques réinvestis et prêts interentreprises) fournis par un investisseur étranger direct à une société étrangère affiliée. *Source*: CNUCED, UNCTADstat.

Les **envois de fonds** comprennent les transferts personnels et la rémunération des employés. Les transferts personnels se composent de l'ensemble des transferts en espèces ou en nature que des ménages résidents reçoivent de la part de ménages non résidents. La rémunération des employés fait référence aux revenus des travailleurs frontaliers et saisonniers et autres travailleurs temporaires qui sont employés dans une économie autre que celle dont ils sont résidents, et à ceux des résidents employés par des entités non résidentes. La rémunération des employés représente généralement une part élevée des envois de fonds dans le cas des pays en développement qui sont proches d'une grande économie (par exemple le Lesotho, le Swaziland et le Botswana, qui sont frontaliers de l'Afrique du Sud) ou qui se caractérisent par la présence d'institutions non résidentes (par exemple l'Afghanistan). *Source*: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

L'**aide publique au développement (APD)** comprend les prêts et les dons octroyés par le secteur public dans le but principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement. L'APD a un caractère libéral et comporte une partie de don d'au moins 25% (calculé avec un taux d'escompte de 10%). L'**Aide pour le commerce** est une sous-catégorie de l'APD et elle peut être classée dans les quatre catégories suivantes: politique et réglementation commerciales, infrastructure économique, renforcement des capacités de production et ajustement lié au commerce. *Source*: OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

Les **autres apports du secteur public (AASP)** sont les transactions du secteur public qui ne remplissent pas les conditions requises pour être comptabilisées comme APD, soit parce qu'elles n'ont pas principalement pour objectif le développement, soit parce que leur élément de libéralité est inférieur à 25%. Les **AASP liés au commerce** sont une sous-catégorie des AASP et ils peuvent être classés dans les quatre catégories suivantes: politique et réglementation commerciales, infrastructure économique, renforcement des capacités de production et ajustement lié au commerce. *Source*: OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

Les trois premières **priorités en matière d'Aide pour le commerce** sont basées sur le classement des catégories d'Aide pour le commerce réalisé par les pays dans les questionnaires d'auto-évaluation. *Source*: Questionnaire OCDE/OMC destiné aux pays partenaires.

La **part de l'Aide pour le commerce dans le financement du développement** indique la dépendance d'un pays à l'égard de l'Aide pour le commerce par rapport aux autres flux de financement du développement. Le financement du développement correspond à la somme des flux d'IED, des envois de fonds, des AASP et de l'APD. Pour les périodes 2006-2008 et 2010-2012, le financement du développement est calculé comme la somme des moyennes sur trois ans de ces quatre flux. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (38), PRITI (29), PRITS (44), PRE (7). *Sources*: OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC); CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La **part de l'Aide pour le commerce dans la formation brute de capital fixe** indique l'importance de l'Aide pour le commerce dans le financement de la formation brute de capital fixe. La formation brute de capital fixe comprend les améliorations foncières; les achats d'installations, de machines et d'équipements; et la construction de routes, de voies ferrées et d'autres infrastructures, y compris les écoles, les bureaux, les hôpitaux, les logements résidentiels privés et les bâtiments commerciaux et industriels. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (37), PRITI (29), PRITS (42), PRE (6). *Sources*: OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC); Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

## B. COÛTS DU COMMERCE

Dans la chaîne de résultats, les apports et les activités qui les accompagnent donnent des produits. L'un des principaux objectifs des projets d'Aide pour le commerce est de réduire les coûts du commerce. La section consacrée aux coûts du commerce couvre les indicateurs qui permettent d'évaluer comment les coûts du commerce liés à l'infrastructure et à la politique d'un pays ont évolué au fil du temps et quel est le niveau des coûts du commerce par rapport à un groupe de pays de référence.

### Indicateurs et sources:

#### Tarifs:

**Droits de douane**: les moyennes simples et pondérées des droits d'importation appliqués mesurent les droits de la nation la plus favorisée (NPF) appliqués, qui sont calculés sous forme de moyenne simple ou de moyenne pondérée en utilisant les flux d'importation au niveau à six chiffres du Système harmonisé (SH) comme pondération. La moyenne pondérée des droits d'exportation prend en compte les préférences et mesure le droit moyen pondéré appliqué au pays sur ses cinq principaux marchés d'exportation pour les produits agricoles et non agricoles, respectivement. La part des exportations en franchise de droits mesure la part des exportations qui atteignent ces principaux marchés d'exportation de produits agricoles et non agricoles en franchise de droits. *Source*: OMC, Profils tarifaires dans le monde.

**Connexion à Internet (% de la population)**: les abonnements à des services à large bande mobiles (fixes) indiquent le pourcentage d'habitants qui disposent d'un abonnement actif à des services à large bande mobiles (fixes). Les utilisateurs d'Internet désignent le pourcentage de la population qui utilise Internet.

**Coût et temps nécessaires pour exporter (importer)**: ces indicateurs mesurent le coût en dollars EU et le temps en nombre de jours nécessaires pour transporter un conteneur de 20 pieds de l'entrepôt au point de départ du porte-conteneurs, ou l'inverse dans le cas des importations. Les indicateurs de coût et de temps prennent en compte quatre éléments associés au commerce, à savoir la préparation des documents, le dédouanement et l'inspection, le transport et la manutention intérieurs, et la manutention dans le port et au terminal. Dans le cas des pays sans littoral, le coût et le temps nécessaires pour franchir les frontières terrestres et assurer le transit jusqu'au port maritime sont aussi inclus.

Le coût indiqué n'inclut pas les coûts liés aux droits de douane, au transport maritime ou aux pots-de-vin. Le temps indiqué prend en compte les temps d'attente. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (45), PRITI (32), PRITS (49), PRE (47). *Source*: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**L'indice de performance logistique (IPL) (1-5):** L'"IPL global" est un indicateur composite fondé sur la perception de la logistique d'un pays, à partir de six éléments, à savoir l'efficacité des processus de dédouanement ("Douanes"), la qualité des infrastructures commerciales et des infrastructures de transport ("Infrastructure"), la facilité de l'organisation des expéditions à des prix concurrentiels ("Expéditions internationales"), la qualité des services logistiques ("Compétences logistiques"), la capacité de suivi et de traçabilité des expéditions ("Suivi et traçabilité") et la fréquence avec laquelle les expéditions arrivent au destinataire dans les délais prévus ("Respect des délais"). L'indice et ses composantes vont de 1 à 5, une note plus élevée représentant une meilleure performance. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (41), PRITI (28), PRITS (40), PRE (48). *Source*: Banque mondiale, Indice de performance logistique (IPL).

**Indicateurs de compétitivité (1-7):** les indicateurs de compétitivité mesurent la perception par les dirigeants d'entreprise de la facilité d'accès aux prêts, la qualité de l'approvisionnement en électricité, la qualité des routes, la qualité de l'infrastructure portuaire et la qualité de l'infrastructure de transport aérien. Les notes vont de 1 (faible) à 7 (meilleure). Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (27), PRITI (27), PRITS (35), PRE (50). *Source*: Forum économique mondial.

**Coûts du commerce (*ad valorem*, %):** ces indicateurs mesurent les coûts *ad valorem* du commerce total, intrarégional et extrarégional d'un pays, en pourcentage, sur la base des moyennes simples des coûts du commerce *ad valorem* bilatéral. Compte tenu de la faible quantité de données disponibles, le nombre de partenaires utilisé pour le calcul des coûts du commerce moyens varie entre les pays. Par conséquent, la mesure donne des informations sur l'évolution des coûts du commerce d'un pays au fil du temps mais les comparaisons entre pays devraient être évitées ou effectuées avec une grande prudence. Les coûts du commerce bilatéral sont obtenus à partir des flux commerciaux observables représentant la moyenne géométrique des coûts du commerce international entre deux pays par rapport aux coûts du commerce intérieur dans chaque pays. L'idée sous-jacente de la mesure est que si le commerce bilatéral augmente par rapport aux flux commerciaux intérieurs, les coûts du commerce bilatéral ont diminué. La base de données utilisée et le calcul des coûts du commerce bilatéral sont décrits dans Arvis et al. (2013). Pour calculer les coûts du commerce intrarégional et extrarégional, les partenaires commerciaux sont regroupés selon la classification de l'OMC dans les régions suivantes: Afrique, Asie, Communauté d'États indépendants (CEI), Europe, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Amérique du Sud et Amérique centrale (y compris les Caraïbes). *Source*: Calculs de l'auteur à l'aide de la base de données CESAP/Banque mondiale sur les coûts du commerce.

**Indicateurs de la facilitation des échanges (0-2):** les indicateurs de la facilitation des échanges sont des indicateurs composites qui mesurent divers aspects de la facilitation des échanges, dont la plupart sont étroitement liés à l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, selon une note allant de 0 (faible) à 2 (meilleure). Les profils de pays présentent les six indicateurs suivants (sur un total de onze indicateurs) pour lesquels on dispose du plus de données: disponibilité des renseignements (publication des renseignements sur le commerce, y compris sur Internet; points d'information), décisions anticipées (engagement préalable de la part de l'administration suite à la demande d'un négociant concernant la manière dont la classification, l'origine, la méthode d'évaluation, etc., seront appliquées à des marchandises au moment de leur importation; les règles et les processus appliqués à cet engagement), procédures d'appel (conditions et modalités pour faire appel des décisions administratives prises par les agences frontalières), automatisation (échange électronique de données; procédures frontalières automatisées; utilisation des procédures de gestion des risques), procédures (rationalisation des contrôles aux frontières; guichets uniques; contrôles après dédouanement; opérateurs économiques agréés), gouvernance et impartialité (structures et fonctions des douanes; responsabilisation; déontologie). Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (30), PRITI (28), PRITS (40), PRE (51). Les indicateurs sont basés sur les données collectées jusqu'à la mi-mai 2015. *Source*: Indicateurs sur la facilitation des échanges de l'OCDE.

## C. RÉSULTATS COMMERCIAUX

Les interventions au titre de l'Aide pour le commerce visent à améliorer les résultats commerciaux des entreprises et des pays en remédiant aux contraintes nationales du côté de l'offre afin de réduire les coûts du commerce ou d'améliorer la capacité de production des entreprises. Cette section contient des indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats commerciaux des pays en termes de valeur, de croissance, de structure et de diversification.

### Indicateurs et sources:

Le **ratio du commerce au PIB** correspond au commerce total de marchandises et de services commerciaux (exportations + importations sur la base de la balance des paiements) d'un pays divisé par son PIB. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Services commerciaux en % des exportations (importations) totales** mesure la part des services commerciaux dans les exportations (importations) mondiales de marchandises et de services commerciaux. Les flux commerciaux sont mesurés par les statistiques de la balance des paiements conformément aux principes énoncés dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5). *Source:* Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Produits intermédiaires hors combustibles (% des exportations (importations) de marchandises)** mesure la part des produits intermédiaires hors combustibles dans les exportations (importations) de marchandises en se fondant sur les statistiques douanières. Les produits intermédiaires sont classés selon la Classification par grandes catégories économiques de l'Organisation des Nations Unies. Les combustibles ne sont pas classés comme produits intermédiaires mais ils sont inclus dans les exportations totales de marchandises. *Source:* Base de données Comtrade des Nations Unies

L'indicateur **Flux commerciaux (milliards de dollars EU courants)** fait référence aux exportations et aux importations de marchandises et de services commerciaux telles que mesurées par les statistiques de la balance des paiements selon les principes du MBP5. Les statistiques de la balance des paiements prennent en compte les transactions entre les résidents d'un pays et des non-résidents qui entraînent un changement de propriétaire. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

Nombre de produits et de marchés: le nombre de produits exportés et importés et le nombre de marchés d'exportation et d'importation donnent des mesures simples de la diversification des produits et des marchés, respectivement. Le nombre maximal de marchés est de 233, tandis que le nombre maximal de produits, définis au niveau à quatre chiffres du Système harmonisé (SH) de 2002, est de 1 246. *Source:* Calculs de l'auteur à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies.

**Indice de concentration de Hirschman-Herfindahl (IHH):** l'indice de concentration de Hirschman-Herfindahl mesure la concentration, ou la diversification, du commerce d'un pays en termes de produits ou de marchés. L'indice de concentration des produits d'exportation (importation) est calculé en additionnant le carré des parts des produits dans les exportations (importations) d'un pays, puis normalisé pour être compris entre 0 et 1. L'indice de concentration du marché est calculé de manière analogue. Un indice de concentration des produits d'exportation et d'importation dont le score est proche de zéro indique un portefeuille de produits diversifié, c'est-à-dire réparti de façon égale, tandis qu'un score proche de 1 indique une forte concentration sur quelques produits. De même, dans le cas de l'indice de concentration des marchés d'exportation et d'importation, un score proche de 0 indique que le commerce est diversifié, c'est-à-dire réparti de façon égale sur les différents marchés, tandis qu'un score proche de 1 indique une concentration sur un petit nombre de marchés. Il convient de noter que l'IHH donne uniquement des indications sur la distribution des échanges, et pas sur les nombres sous-jacents de produits et de marchés. L'évaluation, par exemple, de la diversification des exportations devrait donc prendre en compte à la fois le nombre de produits exportés et de marchés d'exportation et l'IHH indiquant dans quelle mesure les échanges sont répartis de manière égale entre ces produits et ces marchés. *Source:* Calculs de l'auteur à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies.

L'indicateur **Structure du commerce des marchandises** présente les exportations et les importations de marchandises ventilées par principaux groupes de produits selon les définitions des Statistiques du commerce international de l'OMC: les produits agricoles désignent les produits alimentaires (sections 0, 1 et 4 et division 22 de la CITI Rev.3) et les matières premières (divisions 21, 23, 24, 25 et 26 de la CITI Rev.3). Les combustibles et les produits des industries extractives comprennent les minerais et autres minéraux, les combustibles et les métaux non ferreux. Les produits manufacturés comprennent le fer et l'acier, les produits chimiques, les autres produits semi manufacturés, les machines et le matériel de transport, les textiles, les vêtements et les autres produits de consommation. La somme des parts est égale à 100% dans la mesure où les flux commerciaux qui ne sont pas classés dans un groupe de produits ne sont pas pris en compte dans le calcul. *Source*: Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Structure du commerce des services** montre la part des services relatifs aux voyages, des services de transport et des autres services commerciaux dans les exportations et les importations de services commerciaux. Les autres services commerciaux désignent les services de communications, les services de construction, les services d'assurance, les services financiers, les services informatiques, les services d'information, les autres services fournis aux entreprises et les services culturels et récréatifs, ainsi que les redevances et droits de licence. Le commerce des services est mesuré à partir des statistiques de la balance des paiements selon les principes du MBP5. *Source*: Secrétariat de l'OMC.

La rubrique **Cinq premiers marchés pour les exportations et les importations de marchandises (%)** indique les cinq principaux marchés d'exportation et d'importation d'un pays selon les statistiques basées sur les données douanières. Les parts de marché des États membres de l'UE sont indiquées au niveau national selon le concept national, et elles peuvent donc différer des données harmonisées conformément au concept communautaire. Les origines ou les destinations non spécifiées (régions n.d.a., soutes et zones franches) ne sont pas indiquées si elles figurent parmi les cinq premiers marchés. *Source*: Base de données Comtrade des Nations Unies.

La rubrique **Cinq premiers produits importés et exportés (%)** indique les parts en pourcentage des cinq principaux produits exportés et importés par un pays selon les statistiques basées sur les données douanières. Les produits sont classés selon la troisième révision de la Classification type pour le commerce international (CITI Rev.3). *Source*: Base de données Comtrade des Nations Unies.

## D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

L'Aide pour le commerce a pour objectif de produire un impact à long-terme sur le développement par le biais d'une participation accrue des pays au commerce international. Cette section décrit les tendances des indicateurs du développement liés au développement humain et économique, y compris la pauvreté et les inégalités.

### Indicateurs et sources:

L'indicateur **Chômage (% de la population active totale)** montre la part de la population active qui n'a pas de travail mais qui est prête à travailler et recherche un emploi. *Source*: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

L'indicateur **Population active féminine (% de la population active totale)** montre le niveau d'activité des femmes. La population active comprend les personnes âgées de 15 ans et plus qui entrent dans la définition de la population économiquement active donnée par l'Organisation internationale du travail (OIT). *Source*: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**APD nette reçue (% du PNB):** la part de l'APD dans le produit national brut (PNB) indique dans quelle mesure un pays est tributaire de l'aide au développement. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales):** la part des droits d'importation dans les recettes fiscales indique dans quelle mesure un pays est tributaire des droits d'importation pour financer son budget public. *Source:* OMC, Profils commerciaux.

**Service total de la dette (% des exportations totales):** le service total de la dette est la somme des remboursements du capital et des intérêts payés sur la dette à long terme, des intérêts payés sur la dette à court terme et des remboursements (rachats et commissions) auprès du FMI. La dette extérieure tant publique que privée est incluse. La dette extérieure affecte la solvabilité d'un pays et les perceptions qu'en ont les investisseurs. Le ratio du service total de la dette aux exportations totales aide à évaluer la viabilité de la charge du service de la dette d'un pays, s'agissant en particulier de la capacité d'un pays à obtenir des devises grâce aux exportations. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**Indice du développement humain (IDH):** l'IDH va de zéro (niveau minimal de développement) à un (niveau maximal de développement) et il résume les trois dimensions fondamentales du développement, à savoir la santé, l'éducation et le niveau de vie. *Source:* Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Indicateurs internationaux du développement humain: indice du développement humain.

**PIB par habitant, en PPA (en dollars internationaux constants de 2011):** le PIB par habitant est converti en dollars internationaux en utilisant les taux de parité de pouvoir d'achat. Un dollar international a le même pouvoir d'achat par rapport au PIB que le dollar EU aux États-Unis. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (45), PRITI (32), PRITS (50), PRE (50). *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**Structure économique:** l'évolution de la structure économique d'un pays est reflétée par la part de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB en 2006 et 2013. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**Pauvreté:** cet indicateur mesure le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar (2 dollars) par jour aux prix internationaux de 2005. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

**Inégalités:** la part des revenus détenue par les deux déciles (quatre déciles) inférieurs de la population correspond au pourcentage des revenus qui reviennent aux sous-groupes de population figurant dans les déciles en question. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

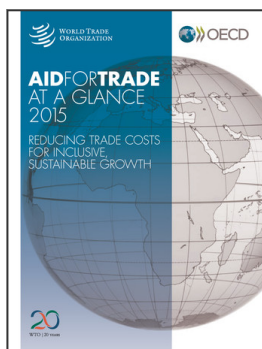
### Légende:

"-" Sans objet

"..." Données non disponibles ou non communiquées

### RÉFÉRENCES:

Arvis, J. F., Y. Duval, B. Shepherd et C. Utotham (2013), "Trade costs in the developing world: 1995-2010", Banque mondiale, Policy Research Working Paper n° 6309.



Extrait de :

## Aid for Trade at a Glance 2015

Reducing Trade Costs for Inclusive, Sustainable Growth

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/aid\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/aid_glance-2015-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation mondiale du commerce (2016), « Notes explicatives sur les profils de pays établis dans le cadre de l'Aide pour le commerce », dans *Aid for Trade at a Glance 2015 : Reducing Trade Costs for Inclusive, Sustainable Growth*, Organisation mondiale du commerce, Geneva/Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/aid\\_glance-2015-16-fr](https://doi.org/10.1787/aid_glance-2015-16-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).